

Au cours des discussions auxquelles j'ai pris part, j'ai constaté que les Sud-Africains appréciaient le fait que les Canadiens - contrairement à certains autres - ne cherchent pas à recommander leur propre système constitutionnel, ni aucun autre. Nous pensons plutôt que l'on ne peut aboutir à un règlement politique qu'au terme de négociations pacifiques et que ce dernier doit être ratifié par des élections libres et équitables.

Il est presque impossible de séparer la politique de l'économie, et la question des sanctions imposées par le Commonwealth a suscité un vif intérêt auprès des personnes à qui j'ai parlé, surtout du fait que ma visite coïncidait avec la décision de la Communauté européenne de lever son embargo sur le pétrole.

Dans toutes les réunions auxquelles j'ai assisté, j'ai fait ressortir le fait que la politique du Commonwealth sur les sanctions liait la levée des sanctions aux progrès réels des négociations. C'est seulement lorsqu'il y aura accord sur «des mécanismes de transition appropriés qui permettent à toutes les parties de participer pleinement et efficacement aux négociations» que nous pourrons envisager de lever nos sanctions sur le commerce et l'investissement.

J'ai également souligné que nous ne souhaitons pas maintenir les sanctions plus longtemps que cela ne serait nécessaire. J'espère sincèrement que nous parviendrons à un accord sur les mécanismes de transition à l'occasion de la prochaine session plénière de la CODESA, qui doit débiter demain, et que nous pourrons alors faire un pas de plus vers la normalisation de nos relations.

En effet, une des principales questions soulevées pendant mon séjour, et il y en a eu beaucoup, concernait l'économie dont la relance dépendra des investissements et des échanges internationaux. Cela seul pourra donner vie à la nouvelle démocratie pour la majorité des Sud-Africains. En outre, la levée des sanctions ne suffira pas à elle seule à rétablir la confiance à l'égard de l'économie sud-africaine.

Permettez-moi de reparler de la question de la violence. Un grand nombre de gens d'affaires canadiens désirent explorer les débouchés offerts par l'Afrique du Sud en matière de commerce et d'investissement. Mais ce pays doit parvenir à une stabilité politique, et surtout mettre un terme à la violence, avant de pouvoir, avec l'aide du monde extérieur, entreprendre de reconstruire l'économie et d'être vraiment en position d'attirer les capitaux étrangers, les investissements d'affaires, les voyageurs et les échanges qui sont aussi tellement importants pour réparer les nombreuses iniquités créées par quatre décennies d'apartheid.

Le système de l'apartheid avait fait de l'Afrique du Sud un paria pour ses voisins, malgré la grande ténacité des liens commerciaux et des réseaux de transport établis à l'époque coloniale qui fut si